

Initiatives ministérielles

programmes sociaux dont dépendent tous les Canadiens, cette solution expéditive est beaucoup trop coûteuse.

Il y a des programmes de base qui bénéficient à tous les Canadiens ainsi qu'au monde des affaires comme les programmes d'éducation, l'assurance-maladie, etc. Oui, ces programmes coûtent quelque chose. Nous pouvons discuter à savoir si c'est une dépense ou un investissement. Pour moi, ce genre de programmes gouvernementaux est une façon d'investir dans les Canadiens pour faire en sorte qu'ils soient en mesure de travailler dans les années à venir.

En fait, bon nombre des programmes actuels du gouvernement du Canada sont à l'avantage du monde des affaires, parce qu'ils lui permettent d'être compétitif à l'étranger.

• (1240)

Nous devons maintenir les programmes sociaux à leur niveau actuel. Les programmes sociaux sont en effet une chose qui unit ce pays et l'une des raisons pour lesquelles le Canada est reconnu comme le pays où il fait le mieux vivre.

À mon avis, l'approche adoptée jusqu'ici par le ministre est raisonnable. La déclaration du ministre, la semaine dernière, témoigne des progrès que nous faisons. Certains, tels les membres du troisième parti que nous venons d'entendre, se plaisent à exagérer le problème du déficit. Ils ne tiennent pas compte en quelque sorte des besoins des gens. Ils se plaisent à exagérer le problème du déficit et à nier les progrès que nous avons faits. Car, c'est clair, nous avons fait des progrès.

En 1994-1995, le déficit était de 400 millions de dollars de moins que prévu. Nous sommes en voie de ramener le déficit à 3 p. 100 du PIB d'ici 1996-1997, et ce de façon opportune et raisonnable. En novembre 1995, le taux de chômage dans ma province est tombé à 12,2 p. 100, une réduction de plus de 6 p. 100 par rapport à un taux de 18,5 p. 100 au moment de l'arrivée au pouvoir de ce gouvernement. Le commerce de détail a connu une amélioration tout au cours de l'année 1995 et dépasse de loin le niveau national.

Étant donné ces progrès, je pense que nous devons maintenant nous efforcer davantage d'équilibrer le côté social de la question. L'annonce faite hier par le ministre du Développement des ressources humaines en ce qui concerne l'accroissement du nombre de places dans les garderies est un pas dans la bonne direction.

En ce qui concerne l'équilibre entre les dépenses fiscales et les dépenses liées aux programmes sociaux, une perte de recettes fiscales due à un allègement fiscal au profit des sociétés ou des riches est un coût aussi réel que les dollars dépensés dans le cadre des programmes publics. À ce jour, les gouvernements à tous les niveaux ont eu tendance à cibler les dépenses directes sans se préoccuper des dépenses fiscales. Il est très important que, dans ce budget, on essaie de remédier à cela.

Je sais que ce n'est pas facile étant donné les attitudes actuelles dans tout le pays et dans le monde entier. Je voudrais citer un passage du livre de Peter Newman, *The Canadian Revolution*:

Les valeurs du marché ont infiltré toutes les institutions du Canada; la famille, les Églises, le système juridique. Les valeurs commerciales anti-humaines dominent toutes les sphères de la vie. Maintenant que la situation économique se détériore, c'est chacun pour soi, sauver sa peau et profiter de tout ce qui passe. Cette attitude va noyer l'esprit public et rendre beaucoup plus difficile la préservation de notre sens de l'obligation à l'égard de la collectivité.

Je cite ce passage pour montrer le genre d'attitude qui prévaut en ce moment. C'est le genre d'attitude qui nous vient du Parti réformiste, de l'autre côté. Face à une attitude aussi intransigeante, le gouvernement doit exercer un véritable leadership. Le secrétaire parlementaire du ministre des Finances a mentionné plus tôt les programmes nécessaires et les mesures que le gouvernement prend pour répondre aux inquiétudes de la population.

Il a mentionné en particulier la proposition d'assurance-emploi. J'espère que deux des mesures de ce projet de loi pourront être modifiées. La première c'est la règle sur l'intensité du travail et la deuxième c'est le calcul de la base de prestations. Nous devons faire en sorte que grâce au budget et aux objectifs de politique du gouvernement, les industries saisonnières aient la possibilité de croître et de prospérer.

En conclusion, je voudrais donner une liste rapide des initiatives que j'aimerais voir figurer dans le prochain budget.

Commencer à mettre sur pied un programme qui s'attaque à la pauvreté des enfants. Envisager l'expansion du programme de travaux d'infrastructure. C'était un excellent programme et, en fait, il a permis de mettre en place une base sur laquelle l'entreprise a pu se développer et croître.

Les grandes industries du Canada sont encore les industries basées sur les ressources naturelles. Bien que nous entendions beaucoup parler des industries basées sur le savoir et de l'auto-route technologique, il est important de ne pas négliger ces industries fondées sur les ressources naturelles que sont l'agriculture, les pêches, la foresterie et les mines.

• (1245)

Nous devons également renforcer notre capacité de commercialisation à l'échelle internationale. Nous devons renouveler notre engagement à l'égard des grandes institutions commerciales de la nation, comme la Commission canadienne du blé et les offices de gestion de l'offre qui ont apporté la prospérité aux collectivités et continuent à contribuer à notre balance commerciale.

Nous devons continuer à maintenir, et même à renforcer nos programmes de développement régional, comme l'APECA pour la région d'où je viens. Je voudrais dire une chose au sujet de l'APECA. Depuis 1993, la collaboration de l'APECA avec les provinces et le secteur privé a créé et maintenu plus de 46 200 emplois. Elle a aidé 5 300 entreprises. On peut donc dire qu'elle a démontré qu'elle contribuait au développement de la petite et de la moyenne entreprise.

Mme Jane Stewart (Brant, Lib.): Monsieur le Président, permettez-moi d'amorcer mon intervention en soulignant que les députés à la Chambre sont appelés à participer à un débat prébudgétaire pour la troisième année d'affilée. On leur a demandé de partager avec la Chambre et le ministre des Finances